

Le PAM est notamment un bon exemple de la réussite d'une initiative des Nations unies. Lorsqu'il a été mis en oeuvre à titre expérimental en 1962, les pays membres se sont engagés à y verser 90 millions de dollars. Le Canada y versera à lui seul 95 millions de dollars en 1979 et 1980. Cette contribution témoigne de sa préoccupation pour la situation alimentaire mondiale actuelle, de la conscience qu'il a de ses responsabilités internationales et de sa satisfaction devant les réalisations du Programme. Nous aimons le programme parce qu'il a pour objectif de donner de la nourriture à ceux qui en ont le plus besoin et parce qu'il a su innover en utilisant l'aide alimentaire comme une assistance directe pour promouvoir le développement agricole, améliorer la nutrition, encourager la fréquentation scolaire, obtenir des bourses de formation professionnelle et faire participer les gouvernements à de bons programmes sociaux. Nous étions évidemment fort heureux que l'ONU et la FAO aient jugé bon de nommer un Canadien, Gerry Vogel, au poste de Directeur exécutif du PAM; nous nous en voudrions de ne pas le féliciter, lui et son personnel, pour l'excellent travail accompli.

Monsieur le Président, les pays développés peuvent contribuer à un environnement sain qui favorise le développement agricole et alimentaire dans le tiers monde, et nous pouvons apporter les compétences et les ressources là où elles sont nécessaires pour renforcer des efforts nationaux bien planifiés et visant une transformation socio-économique. Tout compte fait, cependant, nous ne jouons qu'un rôle d'appoint en ce qui concerne le développement et la lutte contre la faim.

Le Canada est disposé à continuer d'aider à répondre à des besoins alimentaires d'urgence, comme ceux nécessités par la grande crise qui secoue actuellement le Kampuchea. Nous devrions contribuer grandement à combler les déficits alimentaires passagers et à garantir la stabilité des mécanismes de sécurité alimentaire. Je crois toutefois qu'au cours des dix prochaines années, les Canadiens voudront d'abord et avant tout que nous concentrons les ressources sur l'aide aux pays qui s'engagent sans équivoque, tant par leurs politiques que par leurs investissements, à favoriser chez eux l'autarcie alimentaire. Nous pouvons certainement convenir que l'objectif de l'élimination de la faim doit avoir la première priorité et ce, dans l'optique des besoins essentiels, des droits de la personne et de la coopération internationale pour le développement.

Lors du débat général au sein de cette Commission il y a quelques semaines, mon collègue de la Jamaïque a fait état d'une convergence de beaux mots et déploré l'absence de ce